

MOHAMED BOUDIAF

L'homme qui sauva
la république du chaos

L'année 1992 commençait sur une immense incertitude. La république était sérieusement mise à mal par le fondamentalisme islamiste gargantuesque incarné par le Front islamique du salut (Fis) qui, à l'issue du premier tour d'une élection législative, raflait la majorité parlementaire. Un homme, septuagénaire, vaillant révolutionnaire, lorsqu'il fallait libérer le pays du joug colonial mais aussi de s'opposer, après l'indépendance, à la dictature érigée en mode de gouvernance, s'engagea et mit toute sa conviction dans une opération de sauvetage. C'était Mohamed Boudiaf.

Sofiane Aït Iflis Alger - (Le Soir) - Rien ne présageait en cet hiver bouillonnant d'agitation islamiste multiforme d'un retour de Mohamed Boudiaf au pays, encore moins de ce qu'il aura à assumer comme haute responsabilité. Boudiaf, qui, en 1979, à la mort du président Houari Boumediène, dissout le Parti de la révolution socialiste (PRS) qu'il fonda et présida depuis septembre 1962, coulait des jours d'entrepreneur à Kenitra, au Maroc. Il était propriétaire d'une briqueterie. Il avait pour ainsi dire rompu totalement les amarres avec la politique et l'activité partisane depuis plus d'une décennie.

Révolutionnaire aguerri et patriote convaincu, celui qui alluma avec d'autres compagnons les mèches qui allaient détoner en novembre 1954 ne résista pas cependant à l'appel de la patrie. Il fut de retour au pays le 14 janvier 1992, soit trois jours après que le président de la République de l'époque, Chadli Bendjedid, eut annoncé sa démission en direct à la télévision. Sa mission fut de loin des plus délicates. Il devait urgemment, dans un quasi-vide institutionnel — l'Assemblée nationale populaire fut dissoute le 4 janvier — couplé à une insécurité de plus en plus grandissante, éviter au pays une dérive vers le chaos intégral et refonder, par la suite, le socle pour une république émancipée durablement de la prédominance intégriste. Intronisé officiellement à la tête du Haut-Conseil de l'Etat (HCE) le 16 janvier, Mohamed Boudiaf devait faire avec les contraintes qu'impose une direction collégiale mais aussi avec l'extrême hostilité que lui témoignèrent promptement les trois fameux Fronts, le Front islamique du salut (Fis), le Front de libération nationale (FLN) et le Front des forces socialistes (FFS). Armé de courage et surtout de conviction, Mohamed Boudiaf ne désarma pas face à l'adversité.

A une jeunesse rongée par le désespoir, il sut parler franc, juste, mais aussi, ce qui peut-être dessina sa réussite, situer des destinations visibles. Son discours rompa brutalement avec le surdosage démagogique qui fut le propre du laïus officiel. Il discourait dans un style qui plaisait, dans un langage accessible, compris de tous et sur un ton qui ne souffrait nullement de la pusillanimité politique dans laquelle ont eu à s'illustrer ceux qui, de près ou de loin, étaient impliqués dans la gestion des affaires de l'Etat. On le surnomma affectueusement «Tayeb El Watani», tant il rassurait par son engagement à soustraire le pays aux griffes des islamistes et aux appétits voraces de ceux qu'il désigna par «mafia politico-financière». S'il s'attaqua aux islamistes radicaux, il ne se consacra pas pour autant exclusivement à ce seul front de lutte. Il mit autant d'abnégation à combattre l'hydre islamiste intégriste qu'à tailler un corbillard pour la mafia politico-financière. Il savait pertinemment sa mission périlleuse mais il ne marqua nulle hésitation. Se pouvait-il chez celui qui en 1947 fut membre important de l'Organisation secrète (OS), en mars 1954, membre fondateur du CRUA et le 22 octobre de la même année, membre de l'historique groupe des 22 ?

Forgé donc dans l'épreuve révolutionnaire et par le militantisme politique, Mohamed Boudiaf, né en 1919 à Ouled Madi, dans la wilaya de M'sila, a, au hasard des contingences politiques, croisé à nouveau le destin de la Nation. Il réussit en moins de six mois à étendre le rail sur lequel cheminera le train démocratique. Il lui a fallu pour cela de solides convictions politiques. Il avait la perspective claire. Ce qui l'aidera grandement dans sa mission. Cependant, si son engagement a été d'un apport incommensurable pour le salut républicain, il lui a, par ailleurs, été fatal. Il dérangeait trop d'intérêts bien assis. Ce qui lui coûta la vie, un certain juin 1992.

A Annaba, au moment où il prononçait un discours retransmis en direct par la télévision. Il était en plein dans la structuration d'une assise partisane : le Rassemblement patriotique national (RPN). La commission mise sur pied pour enquêter sur son assassinat conclut à un acte isolé du lieutenant du GIS, Lembarek Boumarafi. Cette conclusion n'a pas convaincu grand monde. Boudiaf mort assassiné, son projet de société devait fatalement connaître le même sort. Dix-huit ans après, la république qu'il sauva du péril islamiste se retrouve mise en demeure de se faire démente à l'endroit des nerfs en kamis. Le pouvoir désigne cela par le vocable de réconciliation nationale.

S. A. I.

À PROPOS DU FILM DE JEAN-PIERRE LLEDO

Une polémique tartuffe
sur un film tortueux

Par Mohamed Benchicou

C'est, en résumé, à cette fausse querelle pour jobards que nous convient la ministre Khalida Toumi et le cinéaste Jean-Pierre Lledo, à propos de l'interdiction du film *Algérie, histoires à ne pas dire*. Le motif de la querelle serait donc d'un banal ordre procédurier : la ministre de la Culture tient au visionnage préalable du documentaire au format de 52 minutes, Lledo refusant pour sa part de soumettre son œuvre à la commission de lecture et d'en réduire la durée. Ainsi présentée, la controverse prend l'allure d'une de ces futilités algarades qui nourrit avec bonheur le côté cancanier du monde de la culture et où chacun se donne raison : Khalida Toumi crie au non-respect du contrat, Jean-Pierre Lledo à la censure, et tout est parfait. Il n'y aurait donc rien à redire sur la polémique si elle n'était factice et, disons-le, un peu faufouine.

La ministre comme le cinéaste s'accordent à se déchirer avec brio sur un faux prétexte pour masquer, avec le même brio, le vrai motif du différend : le contenu du film lui-même. En fait, le débat autour du documentaire de Lledo est d'ordre politique et mémoriel. Et seulement cela. Car qu'est-ce que *Algérie, histoires à ne pas dire* sinon une relecture à la fois audacieuse et pernicieuse, originale et discutabile, de l'occupation coloniale et de la guerre de Libération ? Ce que n'ose pas avouer M^{me} Toumi, c'est que les autorités algériennes ont déjà décidé de ne pas diffuser ce long-

métrage jugé «révisionniste» et suspecté de louer «les bienfaits du colonialisme». Ce que n'ose pas avouer Lledo, c'est que ce film, comme tous les films propagandistes, n'a de raison d'être que s'il arrive au public algérien, ce qu'il s'emploie à faire, fût-ce au moyen de la contrebande.

Au final, une belle scène à «La vérité si je mens», Lledo refusant de soumettre son film au «visionnage préalable» pour les mêmes raisons qu'a M^{me} Toumi à vouloir le «visionner».

Qu'en est-il au juste ? Pour avoir vu le film, je dois dire que j'en suis sorti perplexe et, sans succomber aux pulsions cocardières ni partager le chauvinisme de certains confrères arabophones, assez choqué. *Algérie, histoires à ne pas dire* prend des libertés révoltantes avec une page sanglante de notre passé. Le film repose sur une chimère, un sournois raccourci et un dangereux amalgame. La chimère est racontée de façon récurrente : indigènes et pieds-noirs vivaient en excellent voisinage. Le raccourci est soufflé à l'oreille : cette convivialité fraternelle a été brisée par la guerre de Libération qui a emprunté des méthodes terroristes (pose de bombes, attentats) qu'on a retrouvées trente ans plus tard chez le GIA. L'amalgame devient ainsi suggéré : l'ALN, à bien y regarder, est la génitrice du GIA. La conclusion vient d'elle-même : l'indépendance arrachée au moyen de «procédés génocidaires», en brisant l'harmonie fraternelle entre indigènes et pieds-

noirs, a installé une haine tenace qui fait s'entretenir, trente ans après, «les indigènes entre eux». D'où le titre initial du film, *Ne reste dans l'oued que ses galets*.

Pas une image sur les humiliations subies par les populations indigènes, sur la nature barbare du colonialisme ni sur l'injustice qui les a fait se soulever. Le film de Lledo privilégie une vue de l'esprit (j'ignore dans quelle Algérie l'auteur a vu cohabiter pieds-noirs et arabes dans la félicité), des omissions et des anathèmes pour regretter qu'en 1962 nous n'ayons pas épousé le modèle sud-africain sur la cohabitation.

Sans vouloir jeter quelque opprobre que ce soit sur le cinéaste, je dirais que l'œuvre de Lledo rejoint, consciemment ou inconsciemment, les créations récentes qui fleurissent dans l'Hexagone et qui se résument en des entreprises de «délitimation» et de dévalorisation de la résistance algérienne, soumise à un ignoble parallèle avec la «décennie noire».

Bien sûr, l'écriture de l'histoire est faite de passions et de controverses et rien n'interdit ce que les historiens appellent la «déconstruction». Il reste que cela doit obéir à l'exactitude pas aux émotions ni encore moins aux arrière-pensées.

Cela justifie-t-il la censure ? Non. Plutôt que d'interdire le film de Lledo, M^{me} Toumi devrait favoriser la diversité créatrice qui, seule, peut aider à la vérité. Mais cela est une autre histoire...

M. B.

À la mémoire de Abdelmadjid Meziane

Par Abdelkader Khemri

D'avantage connu pour sa richesse intellectuelle et sa culture, Abdelmadjid Meziane était avant tout un homme fortement porté par les idéaux de liberté que rien n'était parvenu à ébranler et dont la mesure était contenue dans son champ de réflexion mais aussi dans la force de ses engagements.

C'est ainsi qu'au début des années 1950, il participe à la lutte de Libération marocaine aux côtés du grand révolutionnaire Abbas Messadi.

Au déclenchement de la révolution de Libération nationale, il est coordonnateur du FLN au Maroc, rejoint le Malg en 1957 et intègre la Radio algérienne. Il sera finalement désigné secrétaire général de la fédération du FLN au Maroc.

A l'indépendance, et après un court parcours dans la haute administration, il s'engage résolument sur la voie de l'enseignement. Il lance la section de philosophie à Oran puis celle de sociologie à Alger.

Successivement recteur de l'université d'Alger et ministre de la Culture, il terminera son long et

riche parcours à la tête du Haut-Conseil islamique qu'il présida jusqu'à son décès, le 15 janvier 2001.

Abdelmadjid Meziane fut, et reste à bien des égards, un homme de grande valeur, un théologien lucide et un nationaliste qui a su exalter les dimensions et l'ancrage culturels de la Révolution nationale.

Se consacrant essentiellement à la culture et à la production des idées, l'importance des valeurs et des principes qu'il défendait apparaît aujourd'hui incontestable dans l'œuvre civilisatrice de reconstruction de l'Etat.

Qualifié de néo-khaldounien, nous lui sommes reconnaissants d'avoir laissé des œuvres culturelles et intellectuelles d'une densité remarquable et attestant de sa contribution inestimable au développement de la pensée politique et sociale.

Nous rendons hommage à celui qui avait contribué à militer très tôt pour le dialogue des religions et des civilisations. Il en fut un des principaux animateurs. Un des principaux défenseurs.

A l'ENTV, sur près de vingt ans, il collabora à la réalisation de plu-

sieurs émissions sur la pensée politique en Islam et sur le dialogue des civilisations.

Plus près encore de la question de la tolérance, c'est sa collaboration soutenue au collège philosophique et théologique de Toulouse et celle, très nette, à l'Institut pontifical d'études arabes, fonctionnant sous l'égide du Vatican, qui marquèrent significativement son parcours d'homme de dialogue.

Il convient ainsi de souligner combien le souci de communiquer sur les grandes questions était grand et prégnant. De ce point de vue, c'est peut-être et justement la caractéristique d'homme de dialogue qui pourrait le mieux résumer Abdelmadjid Meziane.

La pensée islamique contemporaine lui doit, quant à elle, une contribution à la nouvelle narration des facteurs politiques, sociaux et humains de notre développement : la démocratie, la communication, la femme et les droits de l'enfant. C'est enfin un ami pour qui nous aurons toujours une grande reconnaissance et un profond respect. Qu'il repose en paix et que Dieu l'accueille dans Sa Miséricorde.

A. K.